

Assemblée Nationale UNE DÉLÉGATION DU COMITÉ INTERPARLEMENTAIRE DE L'UEMOA A LOMÉ

P.3



TR TOGOREVEIL

Le pari d'une actualité qui réveille

TR 525 du 19 Mai 2023

Prix: 250 FCFA / Etranger 1€



Terrorisme

P.2

L'ALLEMAGNE VA APPUYER LES EFFORTS DU TOGO



Vente de produits maraîchers à Lomé

LE GRAND MARCHÉ DE BÈ KLIKAME ATTEND TOUJOURS D'ACCUEILLIR CELLES QUI CONTINUENT D'OPÉRER SUR L'ANCIEN SITE D'ATTIKPODDI ET DE L'ABATTOIR P.15

Secteur maritime

EDEM KOKOU TENGUE ET ACHILLE GUEYE ABORDENT LES QUESTIONS DE COOPÉRATION ENTRE LE TOGO ET LE SÉNÉGAL P.3



■ Le Togo réalise un nouveau pas vers l'autonomie énergétique P.9

■ FEST'IMMO 6 prend fin sur une note de satisfaction P.14

■ L'association "Les Amis du Dr Charles Abalo" (ACA) pose un geste du cœur à Ghatopé P.14



Office Togolais des Recettes (OTR)

12 NOUVEAUX GAGNANTS DU JEU « FISCQUIZ » PRIMÉS P.5

Plus de Mégas sur tes Forfaits Net!

*909*2#

Forfaits Semaines		
Prix	Volume	Validité
1000F	1Go	7jours
1500F	1,6Go	7jours

Consultez au 9099 togocom.ig

Avancez. Pour vous. Pour l'Etat.



Nouveau



4ème édition des BRVM Awards

LE PRÉSIDENT FAURE GRAND PRIX D'HONNEUR

Les lauréats de la 4^e édition de la Bourse Régionale des Valeurs Mobilières (BRVM) tenue du 10 au 11 mai à Lomé ont été connus. Le Grand Prix d'Honneur a été décerné au Président de la République, Faure Essozimna Gnassingbé, tandis que le ministre de l'économie et des finances, Sani Yaya, également ancien président du conseil des ministres de l'Uemoa a reçu le Prix Spécial de l'édition 2023. Les deux distinctions, réceptionnées par des représentants des deux personnalités, se veulent une marque de reconnaissance de la BRVM, à l'endroit du Togo, pour sa contribution significative au développement de ses activités. Plusieurs autres acteurs clés, à l'instar de NSIA Banque, Société Générale Capital Securities West Africa, ou encore Ecobank Côte d'Ivoire, ont également été primés pour leurs actions en 2022.

Placée sous le thème des "Marchés des capitaux et résilience économique", cette 4^e édition ouverte par le Premier ministre, Victoire Dogbé, a été l'occasion de renforcer les liens entre les acteurs financiers régionaux et encourager une coopération renforcée face aux défis rencontrés par les économies de l'Union.

Les BRVM Awards constituent un rendez-vous annuel des acteurs du marché financier régional, organisé par la BRVM et le Dépositaire Central/Banque de Règlement (DC/BR) depuis 2020. Pour cette 4^e édition, huit catégories de récompenses ont été sélectionnées, en fonction de critères quantitatifs et qualitatifs. Les lauréats sont ceux ayant apporté une contribution significative au maintien et au développement des activités sur le marché en 2022.



Terrorisme :

L'ALLEMAGNE VA APPUYER LES EFFORTS DU TOGO



En visite de travail au Togo, la ministre déléguée au ministère fédéral allemand des Affaires étrangères, Katja Keul a été reçue ce 15 mai à la primature par le premier ministre Victoire Tomegah-Dogbe.

Les échanges ont porté sur les relations bilatérales et sur la situation sécuritaire dans le Sahel et au Togo. La Ministre déléguée allemande, Katja Keul s'est réjouie de la qualité des

discussions avec la cheffe du gouvernement sur des sujets d'ordre bilatéral notamment la sécurité, l'environnement et l'inclusion.

«L'Allemagne veut écouter, entendre les besoins du Togo pour être prête à soutenir, parce qu'à la fin, la lutte contre le terrorisme, c'est une lutte qui nous concerne tous. Ce n'est pas un problème de la région, mais une question de sécurité

pour nous tous», a indiqué la ministre, qui a également fait part de l'intérêt de son pays pour le Programme d'urgence mis en place par le gouvernement au profit de la région des Savanes. Les échanges entre les deux personnalités ont également porté sur d'autres secteurs comme l'inclusion sociale, la promotion de la femme et l'environnement.

LE PREMIER MINISTRE A REÇU LA NOUVELLE REPRÉSENTANTE AU TOGO BINTA SANNEH



Le premier ministre Victoire Tomegah-Dogbe a échangé ce 16 mai avec la nouvelle représentante-résidente du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), Binta Sanneh. La diplomate qui poursuit sa tournée de prise de contact auprès des plus autorités a fait le tour d'horizon avec la Cheffe du gouvernement de la coopération entre le Togo et l'agence onusienne ces dernières années.

Les axes stratégiques de la feuille de route gouvernementale, et les perspectives d'engagement du programme ont été évoqués.

«Nos priorités sont alignées et nous avons discuté de la gouvernance, la croissance inclusive mais aussi tout ce qui est développement à la base, l'environnement et les changements climatiques. J'ai réaffirmé à Madame le Premier ministre, l'engagement du PNUD de continuer à œuvrer aux côtés du gouvernement pour l'atteinte des objectifs de la feuille de route», a-t-elle indiqué.

Avant le Togo, la Gambienne Binta Sanneh était en poste au Tchad.

LES OPÉRATIONS DE RECENSEMENT REPRENENT À PARTIR DU 20 MAI



La Commission électorale nationale indépendante (CENI) annonce de nouvelles dates pour la reprise du recensement électoral reporté après la zone 1. Ainsi, l'enrôlement se tiendra du 20 au 27 mai dans la zone 2, et du 05 au 12 juin dans la zone 3. Les heures d'activité restent les

mêmes, de 07h à 16h dans les Centres de recensement et de vote (CRV).

«Tous les agents électoraux sont priés d'être dans leurs CELI d'affectation dans la zone 2 le vendredi 19 mai 2023 à 07 heures», a indiqué le président de la CENI.

Abonnez-vous ou achetez la version pdf de votre journal dès aujourd'hui !



TOGOREVEIL

DIRECTEUR DE PUBLICATION

Germain POULI

COMITÉ DE RÉDACTION

Komila YAWO

Marcel A. SOGLO

Londou KAWANA

Patrick Nima

Pégy

SERVICE COMMERCIAL ET

PUBLICITÉ

Aissata TOURE

SECRETARIAT

Micheline MENSAH

INFOGRAPHIE

Alex KPATIDE (91 77 29 94)

DISTRIBUTION ET ABONNEMENT

Tél: 22 36 18 56

02 BP 20061 LOMÉ

Adresse

585, Avenue du Grand Séminaire

Hédzranawoé face Ets VINS

D'ITALIE

Tél: 22 61 12 19 / 22 36 18 56

90 02 76 54

E-mail: gpoulie@yahoo.fr

Tirage

4000 Exemplaires

IMPRIMERIE

RAD GRAPHIC SARL U

Assemblée Nationale

UNE DÉLÉGATION DU COMITÉ INTERPARLEMENTAIRE DE L'UEMOA A LOMÉ

La Présidente de l'Assemblée nationale, Yawa Djigbodi Tsègan a accordé la semaine dernière une audience à la délégation du Comité interparlementaire (CIP) de l'UEMOA conduite par Adam Efangal, nouveau Président de l'institution parlementaire. Les innovations introduites dans le budget programme, l'extrémisme violent et le terrorisme ainsi que les moyens de renforcement de la coopération au sein de l'espace communautaire ont et entre autres les moments forts de l'entrevue.

« Nous sommes une délégation du comité interparlementaire de l'UEMOA qui séjourne au Togo dans le cadre de sa 33e session extraordinaire. Nous avons mis à profit ce moment pour rendre une visite de courtoisie à Son Excellence Madame la Présidente. Nous avons évoqué les problèmes à l'échelle communautaire qui concernent les parlements notamment des réformes dans le domaine de la fiscalité, du budget programme et leur mise en œuvre au niveau des différents pays de l'UEMOA. Nous avons aussi remercié la Présidente pour l'ensemble des dispositions prises pour que notre délégation passe de bons moments à Lomé. Nous avons partagé des points de vue sur les préoccupations communautaires.



La Présidente a souhaité que le parlement puisse continuer d'accompagner les députés de l'espace communautaire pour que les chantiers puissent avancer car, parfois les réformes prennent assez de temps. Elle a également souhaité que chaque

acteur apporte sa contribution au profit des populations. En ce qui concerne l'extrémisme violent et le terrorisme, le CIP comporte, depuis lors en son sein, un comité des pairs qui contribue à travers des réflexions au niveau des différents pays

pour trouver les voies et moyens pour juguler ce problème qui est parfois accentué par des forces extérieures. Il faut donc beaucoup de travail et de collaboration pour mettre fin à cette situation qui est certes, dommageable pour l'économie de notre sous-région

», a indiqué Adam Efangal, au sortir de l'audience. En rappel, Adam Efangal, député de nationalité nigérienne, a été élu président du CIP-UEMOA le 13 mars 2023 lors la 51e session ordinaire à Niamey.

ROBERT KOKOU DUSSEY HONORÉ PAR ASSIMI GOÏTA



Robert Kokou DUSSEY honoré par les dignitaires de la transition malienne. Le Togo à travers son Ministre des Affaires étrangères, a reçu une distinction à l'étranger. Le Président de la transition malienne, Assimi Goïta a élevé au rang de « Commandeur de l'ordre national du Mali, à titre étranger », le Ministre des Affaires étrangères du Togo, Robert Kokou DUSSEY. La cérémonie s'est déroulée jeudi 11 mai 2023 à Bamako au Mali.

Pour le Patron de la diplomatie togolaise, cette décoration « symbolise l'amitié très forte non seulement entre les deux chefs d'Etat mais aussi entre le peuple

malien et le peuple togolais ». Professeur DUSSEY a exprimé sa reconnaissance à l'endroit du dirigeant malien et son homologue Abdoulaye DIOP.

Professeur Robert Kokou DUSSEY a joué un rôle essentiel dans la libération des 49 militaires ivoiriens détenus au Mali. Grâce à sa finesse diplomatique, Lomé est très sollicité dans la sous-région ainsi que sur tout le continent africain surtout pour des questions géopolitiques. Cette distinction est sans nul doute, la reconnaissance du pays mandingue à l'égard du chef de la diplomatie togolaise.

Marcel SOGLO

Secteur maritime

EDEM KOKOU TENGUE ET ACHILLE GUEYE ABORDENT LES QUESTIONS DE COOPÉRATION ENTRE LE TOGO ET LE SÉNÉGAL



La Coopération maritime et la situation du navire battant pavillon togolais Everesti au menu d'une rencontre entre Edem Kokou TENGUE et Achille Gueye. Jeudi 11 mai 2023, le Ministre de l'économie maritime, de la pêche et de la protection côtière et le Directeur Général de l'Agence Sénégalaise des Affaires Maritimes (ASAM), ont évoqué les deux sujets au cours d'une rencontre à Lomé.

La situation du navire battant pavillon togolais Everesti a alimenté les échanges entre le Ministre togolais en charge de l'économie maritime, Edem Kokou TENGUE et le Directeur Général de l'Agence Sénégalaise des Affaires Maritimes (ASAM), Achille Gueye. Les deux hommes ont débattu plusieurs

sujets le jeudi 11 mai 2023, en marge de la 8ème réunion de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA) portant sur le transport maritime. La coopération entre le Togo et le Sénégal dans le secteur maritime et la situation du navire battant pavillon togolais Everesti ont été les sujets évoqués. Le navire battant pavillon Everesti est en effet en difficulté dans les eaux sénégalaises avec plusieurs marins à bord.

Avec l'implication du Ministre Kokou TENGUE, les lignes pourront bouger dans les prochains jours.

Togoreveil

Décentralisation au Togo

DES IMPACTS D'UNE POLITIQUE D'ADMINISTRATION TERRITORIALE RÉUSSIE



Le vœu d'inscrire la décentralisation au cœur de la politique publique à tous les niveaux est manifesté depuis le début des années 2000. Une étape importante de ce processus a été la tenue

des élections municipales en 2019 pour la première fois depuis 32 ans. Les 117 communes issues des dites élections se substituent aux délégations spéciales et sont dotées d'une entière autonomie de

gestion de leurs affaires respectives.

Des institutions qui consacrent un peu plus chaque jour la volonté de renforcer la démocratie sur le terrain. Les communes ne sont pas les seules institutions qui garantissent la gestion décentralisée des affaires du pays. Les mécanismes dédiés sont pluriels. Le pays peut compter sur des institutions publiques telles que le ministère chargé de l'Administration territoriale, de la Décentralisation et du Développement des territoires, celui du Désenclavement et des Pistes rurales...

L'appui à la décentralisation, c'est aussi par le biais d'organismes tels que le Conseil national de suivi de la décentralisation (CNSD), le Fonds d'appui aux collectivités territoriales (Fact) et l'Agence nationale de formation des collectivités territoriales.

Une autonomie dont les retombées sont visibles. Les communes Agoè-Nyivé 1, Golfe 1 et Binah 2 sont des exemples de la gestion des affaires locales par les populations elles-mêmes. Un budget de 1,3 milliard de francs CFA pour 2023, c'est ce qui a été adopté par les conseillers municipaux de la commune d'Agoè-Nyivé

1 en décembre 2022, montant en hausse de 15,28% par rapport à celui de l'année précédente.

Pour le Golfe 1, c'est une dotation budgétaire de 2,65 milliards de francs qui a été adoptée. La commune de Binah 2 pour sa part se dote depuis janvier 2023 d'un plan de développement quinquennal (2023-2027) de 1,5 milliard de francs, un plan cohérent avec les projets prioritaires de la feuille de route gouvernementale et les ODD. A chaque commune son plan de développement

C'est l'ambition affichée. En guise de phase pilote, le ministère en charge du Développement des territoires s'est engagé à aider 15 communes pour l'élaboration de ces Plans de développement communaux (PDC) qui définissent la stratégie de développement de chaque commune et indiquent leurs objectifs spécifiques, les priorités de développement ainsi que les moyens à mettre en œuvre dans ce cadre.

La Rédaction

LE TOGO ADOPTE UNE INCLUSION NUMÉRIQUE FORTE AU PROFIT DES FEMMES

Pour faire de l'inclusion numérique de la femme une réalité, des initiatives les ciblent spécifiquement pour leur permettre d'être au rendez-vous de l'innovation et des technologies. La célébration de la Journée internationale des droits des femmes 2023 dont le thème est « pour un monde digital inclusif : innovation et technologie des sexes », a été l'occasion de constater que les actions donnent du pouvoir à la femme.

L'une des premières mesures prises est la création d'un ministère chargé de l'Économie numérique et de la Transformation digitale. Le ministre en charge de ce portefeuille est une femme. Elle occupe le poste depuis 2010 après avoir passé plusieurs années dans des entreprises de renom dans le monde.

Programmes cibles

En plus des initiatives citées, le Togo octroie des bourses d'études aux filles évoluant dans les secteurs technologiques et des centres de formation des



sciences et technologies. Mais encore, il offre des ordinateurs portatifs aux meilleures filles ayant obtenu le BAC II.

Ceci pour leur permettre de s'en servir comme outil de recherche dans leur cursus universitaire.

Grace à ces aides, de nombreuses femmes et filles s'approprient aujourd'hui les compétences numériques favorisant ainsi leur montée en expertise.

Mesures sécuritaires

Il n'a donc pas fallu longtemps

au pays pour faire plusieurs autres pas dans le domaine du numérique. Plusieurs structures ont été créées comme l'Agence Togo digital (ATD) chargée des projets digitaux et l'Agence nationale d'identification (Anid).

Le pays a pris des mesures pour garantir une sécurité maximale aux personnes pouvant avoir accès aux outils numériques. Entre autre dispositions, il y a la création de l'Agence nationale de la cybersécurité (Ancy) qui a pour mission d'analyser et limiter les cyberattaques affectant l'État, les citoyens, les entreprises et organisations togolaises.

Meilleur accès à internet
Le renforcement du cadre juridique par l'adoption des lois relatives aux transactions électroniques, à la cybersécurité et la cybercriminalité et la protection des données à caractère personnel n'est pas à oublier. Lomé Data Center a été créé en 2021 pour héberger les données dans un environnement sécurisé. L'année d'après, le pays accueille Equiano le câble sous-marin de fibre optique Google dont le rôle est d'améliorer l'accès à internet.

La Rédaction

Office Togolais des Recettes (OTR)

12 NOUVEAUX GAGNANTS DU JEU « FISCQUIZ » PRIMÉS



La Direction de la Communication du Service aux Usagers de l'Office Togolais des Recettes (OTR) prime les lauréats de son jeu « FiscQuiz ».

Organisé chaque trimestre de l'année et ce, depuis 2021, le jeu « FiscQuiz » a de nouveau fait des heureux gagnants. Pour ce premier trimestre de 2023, ils sont douze (12) gagnants à être primés. La cérémonie de remise des prix présidée par le Directeur de la Communication et services

des usagers, M. DONKO Afessoro, s'est déroulée le mardi 9 mai 2023 au siège de l'OTR à Lomé. Cette initiative selon M. DONKO, vise à inculquer des attitudes de consentement libre à l'impôt à la nouvelle génération. Il s'agit également de faire de celle-ci, un relais auprès des populations sur le civisme fiscal. « Constituer une pépinière des jeunes futurs contribuables de demain pouvant également contribuer à sensibiliser toute la population togolaise

au civisme fiscal afin de promouvoir le consentement volontaire à l'impôt pour faciliter la vie au contribuable» a-t-il expliqué. Au-delà de son aspect sensibilisation, le jeu vise aussi à outiller chez le jeune, une connaissance sur les notions fiscales. Les sujets au menu du jeu « FiscQuiz » sont lancés les lundis, mardis, mercredis et parfois les jeudis dans les cas rares.

Comment participer à ce jeu

Tout jeune désireux de prendre part au FiscQuiz, doit s'abonner à la page officielle Facebook de l'office, doit aimer et partager toutes les publications postées sur la page. En suite, il faut figurer parmi les trois premières personnes à trouver la bonne réponse au sujet posé par l'OTR et le partager. Il est à noter que ce jeu est uniquement réservé aux jeunes gens.

Didier Marcel Ledoux

Production agricole

LOMÉ CENTRE DE RÉFLEXIONS SUR LA FERTILISATION DES SOLS DU 30 AU 31 MAI 2023



Comment booster la production agricole dans l'espace CEDEAO ?

La réponse à cette question sera au Centre d'une réunion de haut niveau du 30 au 31 mai 2023 dans la capitale togolaise. Il s'agit d'une réunion ministérielle sur les engrais et la fertilisation des sols. L'initiative est portée par la commission de la CEDEAO en lien avec le gouvernement togolais, la Banque mondiale, l'International Fertilizer Development Center (IFDC) et l'USAID.

Il sera question pour les participants de réfléchir sur les actions à mener pour accroître la production agricole. Des réflexions seront également

menées sur les recommandations issues des consultations de la commission de la CEDEAO du 25 au 27 avril 2023 avec différents acteurs notamment, le secteur privé, la société civile et le secteur public, pour l'amélioration de la productivité et la fertilité des sols. Cette table ronde servira aussi de cadre pour évoquer la question de l'utilisation des intrants qui demeure insuffisante dans l'espace CEDEAO. L'initiative s'inscrit dans le cadre des projets envisagés pour réduire les importations de denrées alimentaires, l'insécurité alimentaire et la faim en Afrique de l'ouest.

Au Togo par exemple, le

Gouvernement togolais a subventionné le prix des intrants agricoles et mis à disposition des producteurs, 82 000 tonnes d'engrais (43 000 de NPK et 39 000 d'urée) pour la campagne agricole 2022-2023. Plusieurs autres initiatives sont mises en œuvre dans le but d'améliorer les rendements agricoles et booster la production à l'échelle nationale. Face à l'insuffisance alimentaire, le Gouvernement togolais table sur la production nationale et fait la promotion des produits locaux, gage d'une alimentation saine et d'autosuffisance alimentaire.

Marcel SOGLO

Des aliments enrichis et des farines fortifiées à base des produits du terroir

Maïvit

Maïvit NDD

SUCRIVIT

SANTE ET BIEN ÊTRE
Des aliments qui SAUVENT des vies!

Les produits MAÏVIT sont fabriqués par la société Quality Service International (QSI)-SARL/TOGO, 16 BP217 Lomé-kégué (TOGO), Tél : (228) 23 38 33 62 / 91 02 83 04 / 98 11 58 30

Togo

DESTINATION PRIVILÉGIÉE DES INVESTISSEURS ÉTRANGERS



ministère de la Promotion de l'investissement établissait en décembre 2022 le constat de 24 projets d'investissement approuvés pour un montant total de 107,1 milliards de francs CFA sur les trois premiers trimestres de l'année. An 2021, 38 projets approuvés pour un investissement de 277 milliards Avant 2022, les chiffres étaient aussi au beau fixe. Pour 2023, l'un des faits remarquables en termes d'attractivité du pays est la visite d'exploration des opérateurs économiques sud-africains. Le geste de coopération vise à identifier et proposer des plans d'actions pour la réalisation des actions d'investissements au Togo. Les projets prioritaires de la feuille de route gouvernementale ont été également présentés à ces hommes d'affaires sud-africains. Une volonté d'aller encore de l'avant

La feuille de route entend mobiliser, pour la réalisation des projets qu'elle porte, des investissements privés nationaux et étrangers à hauteur de 65%. Au cours du séminaire gouvernemental de mars 2023, le président de la république a appelé à accélérer la mise en œuvre de cette feuille de route qui a déjà réalisé de remarquables avancées.

La Rédaction

Le Togo est devenue une destination de choix pour les investissements étrangers. C'est même un euphémisme vu les récentes avancées dans le monde des affaires et qui se traduisent par des chiffres qui ont de quoi enthousiasmer les citoyens.

Pour les années 2019 et 2020, 191 milliards et 352,5 milliards de francs CFA ont été

respectivement les volumes d'Investissements directs étrangers (IDE) enregistrés par l'économie nationale. Cela avec au passage la mise en place de la Plateforme industrielle d'Adétikopé (PIA) pour un coût total de 100 millions de dollars US.

En effet, la feuille de route gouvernementale 2020-2025 envisage des investissements de

plus de 3 000 milliards de francs CFA. L'ambition de ce programme public d'investissement est de soutenir une croissance économique projetée à plus de 7%. Une raison essentielle pour favoriser les investissements, à la fois nationaux et étrangers.

Des prouesses faites en 2022 Au quatrième trimestre, le pays a attiré plus de 43 milliards de francs CFA d'investissements

étrangers. Dans les détails, ce sont 12 projets d'agrément qui ont été approuvés par le Comité togolais d'octroi d'agrément sur ladite période. Des projets portés principalement par des investisseurs indiens, singapouriens et chinois pour des secteurs comme le textile, le bois et la construction, l'agroalimentaire, la mécanique et les services. En outre, le

Togo

LA PÊCHE ET L'AQUACULTURE BÉNÉFICIENT D'ÉNORMES FINANCEMENTS DE L'ÉTAT

Le secteur de la pêche constitue la principale source de revenus pour plus de 22 000 habitants au Togo. C'est une activité très lucrative, pourvoyeuse d'emplois et réductrice de la précarité sur le territoire. Le pays met alors les feux au vert pour permettre aux travailleurs de vivre sereinement comme un poisson dans l'eau. L'une des mains qui leur sont tendues est le financement impactant.

Les différentes pratiques de pêche, que ce soit à petite ou moyenne échelle, rapportent de l'argent aux ménages et garantissent la disponibilité des poissons pour les consommateurs. La production halieutique nationale est dans un beau temps.

Les pouvoirs publics en sont pour quelque chose

Ils sont les premiers soutiens des pêcheurs. Les appuis divers apportés améliorent la production. La preuve de cet engagement à développer le secteur est le budget alloué. En cette année 2023, plus d'un milliard de francs CFA est approuvé par les dirigeants pour faire émerger la pêche et l'aquaculture.

Ce montant représente près de 50% du budget du ministère de l'Économie maritime, de la Pêche et de la Protection côtière qui s'établit à 2,3 milliards de francs CFA. Grâce à ce fonds, le Projet de



développement de l'aquaculture au Togo (PDAT) va intensifier les actions en faveur des acteurs de la pêche et l'aquaculture.

Les bienfaits attendus L'autorité en charge du secteur a prévu d'appuyer techniquement les aquaculteurs avec l'installation des cages flottantes, les alevins et l'organisation des séances de formation sur les techniques d'aquaculture. Les travailleurs en activité au port de pêche de Lomé vont pouvoir augmenter la

couverture des besoins halieutiques pour satisfaire davantage la demande locale et se faire des chiffres d'affaires nécessaires à leur épanouissement.

La pêche en pleine croissance

Le niveau de la production est l'instrument de mesure exact de cette évolution. Par exemple, la production aquacole est passée de 730 tonnes en 2020 à 1 151

tonnes en 2022. Ce sont par ailleurs 6,6 millions de kilogrammes de poissons qui ont été capturés en 2022.

Dans les détails 11 567 tonnes de poissons ont été reçues à travers la pêche artisanale maritime, 117 autres tonnes de poissons acquises par la pêche industrielle et 6 300 tonnes sorties des eaux continentales.

La Rédaction

Accès à l'eau potable

DES AVANCÉES DANS LE GRAND LOMÉ



Le Togo sort souvent le grand jeu lorsqu'il s'agit d'assurer aux habitants la disponibilité de l'eau potable, cette importante ressource vitale et symbole de développement durable. Les programmes dédiés à la facilitation de l'accès des citoyens à l'eau pure et saine, il y en a tellement sur le territoire. Mais le pays

n'a pas l'intention de s'arrêter tant que le taux de couverture n'atteindra pas la barre des 100%. La politique nationale d'amélioration de l'assainissement et de l'accès à l'eau potable est adaptée aux besoins des Togolais qui éprouvent de moins en moins de difficultés à se procurer le liquide. Un nouveau financement va

davantage leur simplifier la vie. Ouf de soulagement dans le Grand Lomé Le pays dont les stratégies de développement plaisent à plus d'un partenaire, a bénéficié d'un financement de 60 milliards de francs CFA (100 millions de dollars) de la Banque mondiale. L'argent est destiné à améliorer suffisamment l'accès à l'eau potable dans

le Grand Lomé. L'enveloppe va être utilisée pour rendre l'eau potable abondante dans la région et améliorer les services d'assainissement. Ce financement qui s'inscrit dans le cadre du projet Sécurité hydrique en milieu urbain au Togo (TUWS) va soutenir la performance opérationnelle des fournisseurs de services et la gestion des ressources en eau, améliorer la gestion des eaux usées, promouvoir la salubrité publique, résoudre le problème des eaux non facturées. Hausse du taux de desserte en eau potable

À l'horizon 2025, le pays veut atteindre un taux de 80% pour Lomé la capitale. La nouvelle opération traduit alors l'engagement du pays à surmonter les défis liés à l'eau et à l'assainissement et à réaliser les objectifs de la feuille de route gouvernementale.

Plusieurs outils facilitent aujourd'hui l'accès à l'eau au Togo. Parmi eux, le dispositif Sofie lancé en 2019 assure un accès continu à l'eau dans les milieux ruraux grâce au numérique. À ce jour, ce sont 366 cantons qui sont touchés sur les 394 que compte le pays. Au total, 9 052 forages publics ont été connectés à la plateforme sur les 9 460 initialement prévus. Les branchements de la TdE La Société togolaise des eaux (TdE) a effectué 30 000 branchements privés entre 2021 et 2022, touchant près de 200 000 personnes. En 2021, le taux de desserte en eau potable a été porté à 61,5% au niveau national. La mission de la TdE est de mettre à disposition des habitants une eau de qualité et en quantité suffisante, accessible à moindre coût pour un grand nombre de ménages.

La Rédaction

Togo

DES ENTREPRISES FOISONNENT



C'est le signe de la promotion gouvernementale soutenue de l'auto emploi à travers la mise en place des conditions ou des opportunités favorables à la prise d'initiatives des jeunes. Les dirigeants ont vite compris qu'avec la démographie de plus en plus galopante, l'entrepreneuriat se présente comme le meilleur emploi, suffisamment rentable

pour permettre à la jeunesse de vivre décemment, loin du vice. Un nombre assez important de mécanismes et de solutions innovantes est mis en place dans le pays pour permettre à cette couche sociale d'avoir une ou des activités génératrices de revenus, répondre à leurs besoins et à ceux de leur famille, dans une certaine mesure. La conséquence directe est la

hausse accélérée du nombre d'entreprises sur le territoire.

Plus de 4 600 entreprises déjà nées en 2023

Durant le premier trimestre de l'année 2023, ce sont exactement 4 655 entreprises qui ont été créées et enregistrées

au Centre de formalités des entreprises (CFE). Ce chiffre traduit une hausse de 17% en glissement annuel, lorsqu'on fait un rapprochement avec le nombre d'entreprises mises sur pied l'année passée à la même période.

Elles étaient au nombre de 3 954. Dans les détails pour les trois premiers mois de 2023, janvier enregistre 1 636 entreprises créées dont 473 par les femmes. Février se voit accorder 1 420 créations d'activités économiques et 1 599 entreprises ont vu le jour en mars. Sur les 4 655 entreprises, 3 922 sont portées par des Togolais.

Une tendance haussière

Les ardeurs créatives ne faiblissent pas et la courbe des entreprises formalisées au CFE est ascendante. En 2020 par exemple, il a été dénombré plus de 12 500 sociétés créées. En 2021, 13 777 nouvelles sociétés sont venues s'ajouter à celles

déjà existantes. Puis durant les 12 mois de 2022, on a compté 13 835 entreprises portées par les entrepreneurs.

Les réformes en sont pour quelque chose

Ce sont elles qui ont tout changé, transformant de façon progressive et structurelle l'économie nationale. Pêle-mêle il y a le financement et la simplification des démarches administratives ; les frais de création d'entreprise réduits de 262 000 francs en 2012 à 30 000 francs aujourd'hui ; la suppression des frais de publication d'annonces légales. On peut également parler de la dématérialisation des procédures d'enregistrement, la suppression des droits d'enregistrement et des timbres ; l'attribution sur demande présidentielle de 25% des marchés publics aux jeunes entrepreneurs...

La Rédaction

Nenuphar Palace City

Nenuphar Palace City fait ses services - traiteurs dans toutes les régions du Togo et dans les autres pays comme le Ghana et le Bénin

+228 92 10 20 09 / +228 96 68 68 45

nenupharpalacecity@gmail.com/jeanpakouya@gmail.com

Direction Générale: Lomé-Agbalépédo Groupe C

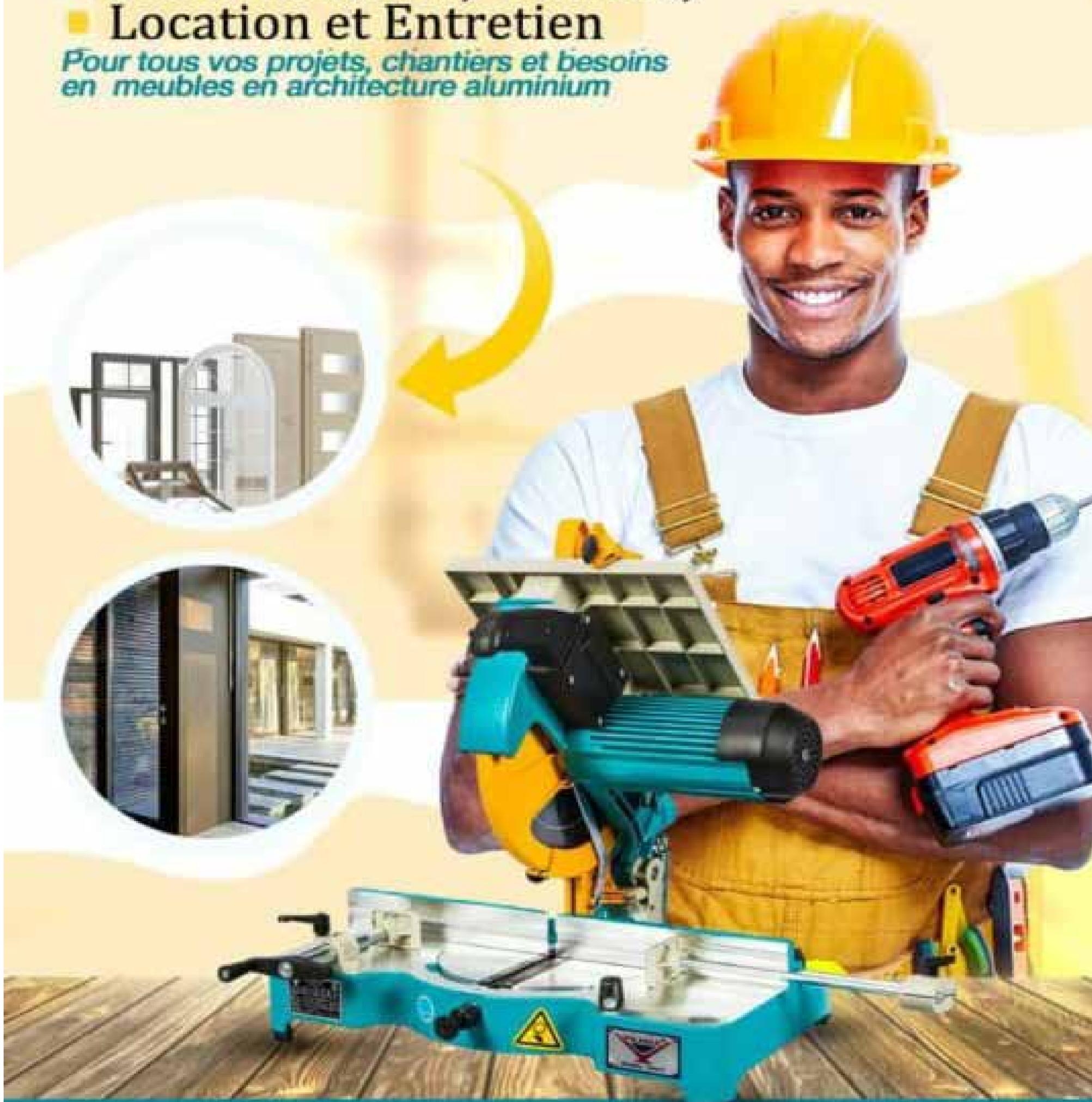
DOMAINES D'ACTIVITÉ

- Hôtellerie
- Formations
- Locations
- Divers



- Menuiserie Aluminium
- Alucobonde, Pose de rideaux,
- Pose de tuiles, Toiture,
- Location et Entretien

Pour tous vos projets, chantiers et besoins en meubles en architecture aluminium



 **RIDLEY-Ent**

Kodjoviakopé Non loin de Mivip

Responsable
KPEKPASSI Yélé
 Tel: 92 87 85 62

LE TOGO DONNE DE LA VIE AUX UNITÉS ÉCONOMIQUES



Avec la politique d'amélioration du climat des affaires entreprise depuis plus d'une décennie, les créations d'entreprises et les investissements étrangers connaissent des records. Les années 2021 et 2022 ont respectivement vu 13 770 et 13 835 créations formelles d'entreprises sur le territoire ; le pays a enregistré 191 milliards et 352,5 milliards de francs CFA d'investissements directs étrangers (IDE) en 2019 et 2020. Lomé a longtemps concentré une importante part des activités économiques, surtout celles

liées aux secteurs secondaire et tertiaire. La volonté des pouvoirs publics est désormais de favoriser l'implantation des unités économiques dans les autres régions administratives.

Des moyens mis en place Des avantages fiscaux et des allègements de procédures administratives font partie des mesures incitatives destinées aux entrepreneurs à cet effet.

A l'issue de sa campagne de collecte de données sur les unités économiques présentes dans le pays, menée du 27 novembre 2021 au 23 mars 2022, l'Office togolais des recettes (OTR) a compté 65 958 unités sur le territoire, outre le Grand Lomé. 69,4% de ces entreprises opèrent dans le secteur tertiaire, 30,5% dans le secteur secondaire et 0,2% dans le primaire. Pour ce qui est de la forme juridique des entités, les structures étatiques sont au nombre de 5 078, tandis que 58 408 sont des sociétés et entreprises unipersonnelles. Les associations, ONG, organisations

internationales, mutuelles & projets sont au nombre de 796 entités.

La région des Plateaux en tête du classement

C'est dans cette région qu'on dénombre plus d'unités économiques : 18 646 au total, soit 28,3% de l'ensemble des unités répertoriées. La région maritime occupe le deuxième rang avec 13 280 entreprises.

Les régions des Savanes, de la Kara et Centrale quant à elles, comptent respectivement 12 279 ; 9 744 et 10 093 unités. Pour finir, 1 914 unités ont été recensées seulement dans la commune d'Agoè-Nyivé 6.

Cette dynamique de créations d'entreprises est loin de connaître un recul, puisque les mois de janvier et février 2023 connaissent déjà respectivement 1 636 et 1 420 naissances d'entreprises, selon les données du Centre de formalités des entreprises (CFE).

La Rédaction

LE TOGO RÉALISE UN NOUVEAU PAS VERS L'AUTONOMIE ÉNERGÉTIQUE



Une des attentes de la population est l'accès facile à l'électricité. Justement au pays, des initiatives sont prises pour apporter cette satisfaction. Une grande partie des efforts du gouvernement est concentrée sur les centrales solaires afin de garantir une autonomie en termes d'énergie électrique fiable à chaque Togolais.

Il y a des années que le pays a commencé à mettre en place des infrastructures ici et là. Constamment préoccupé par le mieux-être, il s'est fixé comme objectif d'atteindre la couverture universelle d'ici 2030 et les centrales solaires vont jouer un rôle capital.

De grands pas effectués

En juin 2021 le Togo a inauguré l'une des plus grandes infrastructures solaires de l'Afrique de l'Ouest : la centrale Cheikh Mohammed Bin Zayed. D'une puissance de 50 MWc, l'ouvrage photovoltaïque de Blitta est constitué de plus de 5 000 plaques solaires. Il doit générer 90 255 MWh par an et desservir 158 333 ménages dont 9% de la demande dans la région.

De 2021 à ce jour, la centrale solaire de Blitta a déjà fait ses preuves en apportant un ouf de soulagement aux populations. D'une manière générale, elle a permis d'atteindre une production annuelle de près de 83 000 MWh en 2022 en prévision de 82 000 MWh.

Coup d'accélérateur

Toujours dans l'intérêt de la population, le Togo procède au lancement des travaux de la troisième phase de la centrale solaire photovoltaïque de Blitta. Si les pouvoirs publics misent autant sur le solaire, c'est dans le but de développer le pays et apporter une électricité bon marché ainsi que de qualité aux populations.

Cette nouvelle extension dont les travaux ont été lancés en mars 2023, vise particulièrement à garantir à la ville de Blitta une autonomie en termes d'électricité. Cela va porter la puissance de la centrale de 50 MWc à 70 MWc. Autrement dit, l'extension va être dotée d'une capacité opérationnelle de 20 MWc.

Le solaire protège le cadre de vie des citoyens C'est un autre atout de son utilisation. Grâce à l'extension du joyau de Blitta, le système de stockage d'énergie sera mis en place à travers une batterie de 04 mégawattheures (MWh) pour étendre la disponibilité de l'énergie propre au réseau électrique la nuit.

Les atouts environnementaux des centrales solaires ne sont plus à démontrer. Les actions de l'exécutif vise à atteindre 50% de part du renouvelable dans le mix énergétique d'ici à 2030.

La Rédaction



Dessin de S. Tatchev

Les agropoles

DES LEVIERS POUR L'ÉMERGENCE AGRICOLE ET ÉCONOMIQUE AU TOGO

Les besoins alimentaires de la population nationale sont énormes. Le sachant très bien, le gouvernement a depuis des années, travaillé à asseoir un environnement favorable pour assurer la sécurité alimentaire dans les cinq (05) régions. L'exécutif consent d'importants investissements pour arriver à ses fins. Ainsi, il a misé sur le projet de construction de dix (10) agropoles.

Un agropole est une zone d'activités à vocation agricole ou agro industrielle et logistique, qui regroupe plusieurs acteurs de taille et de niveau technique et technologique variable, évoluant sur une ou plusieurs filières agricoles ciblées et axées sur la rentabilité à plusieurs niveaux. Des réalisations effectuées Sur les dix (10) agropoles prévus, trois (03) sont en cours de réalisation : l'agropole pilote de la Kara, de l'Oti et du Haut-Mono. Pour celui de la Kara, il est bien avancé. Ce dernier fait partie du



vaste Projet de transformation agro-alimentaire (PTA-Togo) qui à son tour figure dans le plan stratégique de développement des agropoles 2017-2030. Le coût de la réalisation du PTA-Togo est de 35 milliards de francs CFA. Comme résultats du projet,

on s'attend à la création de 25 000 emplois agricoles, industriels et de service ; la contribution au renforcement de la sécurité alimentaire et nutritionnelle ; l'accroissement de la part des produits agricoles transformés sur place. Un outil d'émergence

aux objectifs immenses La mise en œuvre de ces agropoles répond à la vision du gouvernement de développer les zones agricoles. Ils sont destinés à remplir un certain nombre d'objectifs. L'agropole représente des débouchés pour

les productions agricoles de la zone considérée.

Il représente cependant bien plus encore, en constituant une source de diversification d'emplois pour les différentes couches sociales et les corps de métiers de la région, et même au-delà. Par ailleurs, l'agropole stimule l'essor d'autres activités économiques telles que le commerce, le tourisme, les activités culturelles et sociales.

Les investisseurs se trouvant directement en zone de production agricole jouissent d'un avantage à savoir la proximité avec les matières premières, garantissant ainsi une meilleure accessibilité aux exploitations agricoles, des coûts de transaction et de logistique moindres, une qualité supérieure des denrées agricoles, une relation de confiance avec les producteurs, ainsi qu'une possibilité de feedback régulier avec leurs fournisseurs.

La Rédaction

COMPRENDRE LA JOURNÉE NATIONALE DU PARTENARIAT



L'environnement togolais des affaires est depuis un moment débarrassé des contraintes ou des facteurs réhibitoires qui ralentissent le business sur le territoire. Aujourd'hui, les entrepreneurs ont le vent en poupe, travaillant main dans la main avec le gouvernement qui est convaincu des retombées socioéconomiques d'une collaboration franche entre les acteurs du secteur privé et public. Les décideurs politiques n'écartent pas le secteur privé du processus de création et de redistribution de richesse. Au contraire, ils mettent en place les moyens qu'il faut pour booster leur contribution dans le développement national. Une Journée pour le partenariat C'est une nouvelle initiative : la Journée nationale du partenariat. La première édition organisée par le ministère de l'Économie et des Finances se veut un cadre de concertation entre le

gouvernement et les opérateurs économiques.

Cette journée, symbole de solidarité entre État et acteurs privés, est l'espace rêvé d'écoute et d'échanges entre les parties, autrement dit un moyen de renforcement du partenariat entre l'État et le secteur privé. Il est attendu de ce dernier qu'il joue sa partition pour la réalisation des projets prioritaires de la feuille de route gouvernementale 2020-2025.

Un coup gagnant pour les affaires Comme les autres stratégies existantes, la Journée du partenariat se montre bénéfique pour le secteur privé. Les petites, moyennes et grandes entreprises vont pouvoir s'appuyer sur les ressources mises à leur disposition pour la croissance, la création d'emplois et les innovations.

L'exécutif s'engage à les accompagner au mieux, à favoriser leur développement à travers une optimisation

soutenue du climat des affaires, et continuer de construire une relation de confiance entre les entreprises et l'administration fiscale.

Le secteur privé est choyé Aujourd'hui il existe plusieurs accords de partenariat public privé (PPP) qui représentent des opportunités réelles d'émergence. De ces ententes sont nées la Plateforme industrielle d'Adétikopé (PIA), la centrale thermique Kékéli Efficient Power, la centrale photovoltaïque de Bliitta, la multiplication des entreprises et autres infrastructures socio collectives, etc.

Une autre preuve de cette collaboration vantée est l'octroi de 25% des marchés publics aux jeunes et femmes entrepreneurs, une mesure qui a permis en 2019 de verser plus de 30 milliards de francs CFA de marchés à la cible. La liste des actions est longue.

La Rédaction

City Builder

LE TOGO VA ATTIRER DES INVESTISSEMENTS VIA SA NOUVELLE PLATEFORME



Les Investissements directs étrangers (IDE) jouent un rôle primordial dans le développement de chaque pays. Dans sa politique de développement, le Togo a mis en place des conditions idoines afin d'attirer les investissements. Le ministère dédié à la Promotion de l'investissement a donné naissance à plusieurs outils pour présenter les opportunités d'affaires et d'investissements au Togo dont la dernière en date est la plateforme dénommée City Builder. La plateforme City Builder est créée en partenariat avec Citibank une banque américaine qui possède environ 200 millions de clients dans plus de 100 pays différents. Elle est donc destinée à ces 200 millions de clients.

L'objectif principal de City Builder est de présenter aux investisseurs les atouts économiques des 05 régions administratives du Togo, tout en les orientant vers les différents secteurs porteurs. Elle leur permet également d'analyser les divers projets en cours de réalisation dans le pays. Sur City Builder on peut trouver des informations démographiques, éducatives, touristiques et économiques sur le Togo. Les

nombreux secteurs d'activités des différentes régions dans lesquels on peut investir sont aussi présentés.

Bien avant City Builder, plusieurs outils digitaux ont été mis en place pour faire la promotion de l'investissement dans le pays. L'un de ces mécanismes est le site dénommé «Investir au Togo». Il informe les opérateurs économiques sur l'environnement des affaires.

En dehors du site susmentionné, l'État togolais a mis en place l'Agence nationale de promotion de l'investissement et de la zone franche (Api-ZF). Disposant d'un site internet (apizf.tg), la mission de cette agence est de faciliter les démarches d'investissements en fournissant des informations utiles aux investisseurs.

Les efforts du Togo payent. Les Investissements directs étrangers (IDE) en direction du pays sont passés de 346 millions de dollars, soit près de 191 milliards de francs en 2019 à plus 639 millions de dollars, ce qui représente 352,5 milliards de francs CFA en 2020. Ceci a permis au Togo d'entrer dans le classement Greenfield 2020 sur l'indice de performance IDE.

PROTECTION DE LA BANDE CÔTIÈRE SUR LE TRONÇON AGBODRAFO-ANÉHO



Les travaux sont complètement achevés. Les travaux de protection de la bande côtière togolaise sur le tronçon Agbodrafo-Aného, réalisés dans le cadre du programme WACA ResIP, sont complètement achevés. En supervision sur le terrain vendredi dernier, le ministre de l'environnement et des ressources forestières, Foli-Bazi Katari, a fait le constat des «réalisations opérées sur le terrain» tout en exhortant «les entreprises locales à accélérer». Les travaux ont été lancés il y a six mois par le premier ministre. «L'ensemble des gros ouvrages a été réalisé en avance dans les temps, et les travaux sont

complètement achevés en ce qui concerne la protection côtière. Il ne reste désormais plus qu'à accélérer la construction des infrastructures sociocommunitaires prévues dans le projet», a expliqué le coordonnateur du WACA au Togo, Assimiou Adou Rahim Alimi.

Les travaux réalisés par l'entreprise néerlandaise Boskalis BV et prévus pour s'achever en juin, ont, concrètement, consisté en la construction et la réhabilitation de 14 épis (ouvrages en enrochement destinés à lutter contre l'érosion du littoral) et d'un brise-lame, ainsi que le rechargement de casiers et l'érection d'une

digue de sable. Notons que le programme WACA ResIP, financé par la Banque mondiale et le Fonds pour l'environnement mondial (FEM), est déployé dans six pays d'Afrique de l'Ouest. En dehors de la protection côtière, il aborde d'autres volets comme la lutte contre les inondations et les pollutions, ou encore la préservation des écosystèmes. S'il est prévu pour initialement s'achever le 31 décembre prochain, le programme bénéficiera très prochainement d'un appui significatif de l'Agence française de développement (AFD), pour le financement de travaux sur le tronçon Gbodjomé-Agbodrafo.

LES IFAD OUVRENT UNE NOUVELLE CAMPAGNE DE RECRUTEMENT DEPUIS CE 16 MAI



La rentrée académique 2023-2024 se prépare déjà dans les instituts de formation en alternance pour le développement (IFAD).

Les trois établissements opérationnels à ce jour (Aquaculture-Elavagnon, Bâtiment-Lomé et Élevage-Barkoissi) ont officiellement ouvert les inscriptions ce mardi 16 mai à Lomé et ceux jusqu'au 31 juillet prochain.

Comme pour les précédents, ces recrutements se feront en ligne et concernent les Togolais âgés de 16 à 29 ans, titulaires au minimum du BEPC, étant en bonne condition physique et surtout motivés. Les formations, d'une durée de trois ans et sanctionnées par un Baccalauréat Professionnel, couvrent une dizaine de filières réparties dans les trois domaines.

Quant aux frais de scolarité, ils s'élèvent à 400.000 FCFA par apprenant par an, incluant la formation, les équipements et outils de travail, ainsi que des fournitures scolaires. «Nous sommes ouverts à des paiements par tranches», a déclaré Noupokou Dammipi, le directeur général de l'Agence Education-Développement (AED), l'institution gouvernementale chargée du pilotage des IFAD.

Pour rappel, une dizaine d'instituts sont prévus à terme sur tout le territoire national. Un quatrième, dédié aux énergies renouvelables et implanté à Adidogomé sera opérationnel dans quelques mois.

THESYMO

LA PLATEFORME TOGOLAISE REVOLUTIONNANT LA MONÉTISATION DES CONTENUS CRÉATIFS ET AFRICAINS EN LIGNE

Dans le paysage numérique on constate une très forte évolution des réseaux sociaux et de la création de contenu en ligne. THESYMO, une initiative togolaise se démarque par sa vision innovante et son approche unique. Portée par le jeune web entrepreneur Robert DJABAKU et son équipe passionnée, il s'agit d'une plateforme de financement participatif qui ouvre de nouvelles perspectives aux créateurs africains en matière de monétisation de leurs contenus. En faisant un tour sur cette plateforme vous remarquerez assez vite que c'est bien plus qu'un simple réseau social. THESYMO est un espace dynamique où les utilisateurs peuvent partager librement leurs créations, que ce soit des photos, des vidéos, des textes ou des statuts. La plateforme encourage la créativité sans frontières et donne une voix aux talents émergents en Afrique.

Là où THESYMO se démarque vraiment, c'est par son système novateur de monétisation des contenus. Contrairement à d'autres plateformes populaires comme YouTube et TikTok, qui peuvent poser des défis de



monétisation pour les créateurs africains, THESYMO offre une solution accessible et efficace. Les utilisateurs ont la possibilité de gagner de l'argent grâce à leurs contenus en utilisant les fonctionnalités de financement participatif intégrées

à la plateforme. Cela ouvre de nouvelles opportunités aux créateurs qui peuvent enfin être récompensés pour leur travail et leur talent.

« Ma vision aujourd'hui c'est de faire de THESYMO un réel soutien à l'entrepreneuriat

africain » Robert DJABAKU. En soutenant les créateurs africains, THESYMO encourage également l'entrepreneuriat dans la région. La plateforme permet aux utilisateurs de développer leur propre audience et de se connecter avec des

communautés passionnées. Cela crée un écosystème où les créateurs peuvent non seulement partager leur art, mais aussi collaborer, apprendre et se développer mutuellement. Pour l'avenir « THESYMO

incarne une vision où la créativité, l'innovation et l'entrepreneuriat se rencontrent pour transformer les défis en opportunités. En proposant une solution de monétisation adaptée aux réalités africaines, je veux ouvrir de nouvelles voies pour les créateurs et permettre de renforcer l'économie créative du continent. » affirme le promoteur. THESYMO, est bien plus qu'un simple réseau social. C'est une initiative audacieuse qui offre aux créateurs africains une plateforme où ils peuvent partager leurs contenus, monétiser leur travail et bâtir une communauté engagée. Grâce à sa vision novatrice, THESYMO joue un rôle essentiel dans l'autonomisation des talents africains et dans la promotion de l'entrepreneuriat sur le continent.

Kassi Wiyowu

LE PORT DE LOMÉ FAIT LA FORCE DE L'ÉCONOMIE TOGOLAISE



Une forte croissance et des hausses importantes, voilà les caractéristiques de l'excellente santé du port de Lomé de nos jours. Le port autonome de Lomé (PAL) accompagne la croissance économique du Togo par ses prouesses. Ces dernières années, les embellies sont plus conséquentes. Les résultats obtenus sont l'aboutissement des efforts de l'exécutif togolais qui consolident la place de hub logistique dans la sous-région. Depuis son inauguration en avril 1968, le port de Lomé a été grandement modernisé. C'est là justement la source de ses performances. À partir de 2020 avec la création du ministère de l'Économie maritime au Togo, le port a mis davantage de chances de son côté. Suffisamment puissant, le port a fait le nécessaire pour figurer dans

les 100 premiers ports les plus importants de la planète, ainsi que dans le top 05 africain. La plateforme est très bien placée pour monter encore car les bons résultats ne manquent pas. De 2020 à 2023, le trafic global a subi une augmentation passant de 22 millions de tonnes à près de 30 millions de tonnes. Sans surprise sur les dernières années, le trafic global du port autonome de Lomé a connu une croissance de 34,6%. Ceci consolide son statut de hub logistique régional et le classe comme le quatrième port d'Afrique en termes de trafic de conteneurs. Des hausses importantes sont à noter. À la fin 2022, les chiffres d'affaires du port autonome de Lomé ont atteint 39 milliards de francs CFA, soit une hausse de 10 milliards de francs comparativement aux recettes de 2018 qui s'établissent à

29 milliards de francs CFA. Le transbordement va lui aussi connaître une augmentation de 46% sur cette même période. En effet, alors qu'en 2018, 1 074 583 conteneurs sont traités, 1 569 138 l'ont été en 2022. Dans le même temps, le nombre de navires accueillis a progressé de 13% passant de 1 461 navires en 2018 à 1 662 en 2022. L'on doit ces chiffres en partie aux efforts de modernisation. Entre autres, depuis un moment déjà, le délai d'attente des navires a été réduit de 05 heures ainsi que le temps de passage des conteneurs à destination du Togo. L'État compte poursuivre les innovations pour une amélioration significative des performances, et aussi pour positionner le port comme le premier choix en Afrique.

PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT SUR LE SITE DU PORT EN 2023



Plus de 60 millions de F CFA seront déboursés. Véritable poumon de l'économie togolaise, le Port autonome de Lomé allie aux performances la protection de l'environnement. Au port autonome de Lomé où l'industrialisation est galopante avec l'utilisation fréquente des machines émettant des substances, il y a de quoi s'appuyer sur une politique environnementale solide. Les pouvoirs publics sont arrivés à la même conclusion. Ils ont vite fait de mettre en place une enveloppe pour la protection de l'environnement en 2023 sur le site du port autonome de Lomé. C'est un montant de 60 millions de francs CFA qui va être déboursé pour garantir la protection de l'environnement au port. La somme est destinée au financement de plusieurs activités prévues dans le plan d'actions environnementales de la plateforme logistique. Déjà présenté, le plan en question projette d'assurer la salubrité du domaine public portuaire ainsi que des navires, de s'occuper durablement des questions relatives aux pollutions et aux différentes nuisances dans la zone. Par-dessus

tout, il a la force d'assurer la sécurité et la santé des travailleurs sur l'espace logistique. Le pays dispose d'une plateforme portuaire plus saine. Toutes les initiatives consignées dans le plan vont en fin de compte aider à réduire l'impact environnemental négatif lié à l'exploitation des services portuaires. La stratégie participera surtout à la décarbonisation du port autonome de Lomé. En termes de conformité vis-à-vis des standards internationaux, le plan togolais répond aux exigences de la certification ISO 14001, version 2015 pour l'environnement, qui recommandent la mise en place d'un système de management environnemental. Le port mérite bien toute l'attention qui lui est accordée. C'est un centre d'affaires par excellence. Ce seul port en eau profonde de la côte ouest-africaine pouvant accueillir des navires de troisième génération, a fait doubler ses chiffres d'affaires de 10 milliards de francs en 05 ans. Ils sont passés à 39 milliards de francs à la fin de l'année 2022. En 2018, les recettes s'établissaient à 29 milliards. Le port roule à une allure inégalable.

ORA TV
WWW.ORATV.TG

Coming Soon...

LA WEB TV DES OPPORTUNITÉS

Etat d'urgence au Togo

UN MOYEN FIABLE POUR PROTEGER LES HABITANTS

L'état d'urgence est une mesure potentiellement prenante pour un gouvernement en cas de danger imminent sur le territoire ou face à un problème de sécurité intérieure. Certaines libertés fondamentales peuvent être alors restreintes. La crise sanitaire liée à la covid-19 puis les menaces terroristes ont encouragé à juste titre le Togo à le décréter jusqu'à ce jour dans la région des Savanes.

La sécurité des biens et personnes est mise à rude épreuve dans cette partie septentrionale du pays qui a déjà été l'objet d'attaques terroristes. Face à cette circonstance exceptionnelle, l'État a pris pour une durée déterminée des décisions visant à protéger les habitants. Prorogation de l'état d'urgence

L'état d'urgence sécuritaire dans la région des Savanes qui concentre 1 143 520 habitants a été instauré pour la première fois le 13 juin 2022. Il a été prorogé de 06 mois en septembre 2022 lorsqu'il est arrivé à terme le 12 mars 2023. En début d'avril 2023, le parlement a accepté le prolongement pour 12 mois



dans la région des Savanes. La prolongation a été sollicitée par le gouvernement pour optimiser les mesures de lutte. La sécurité et la protection civile vont alors être renforcées avec des forces de défense et

de sécurité mises dans des dispositions optimales ; le maintien de la vigilance des populations jusqu'à ce que les groupes djihadistes soient mis hors d'état de nuire dans la région. L'état d'urgence produit des résultats

Les dirigeants ne se sont pas trompés. En temps de covid-19, c'est une mesure salvatrice qui a permis de limiter les sorties publiques et de contenir le virus. La panique a été évitée en permettant aux habitants de rester en sécurité chez eux et de travailler depuis leur domicile.

Le programme d'assistance monétaire Novissi a également aidé. Le montant versé grâce à ce dernier est de plus de 13 milliards de francs CFA. Plus de 800 000 personnes éligibles ont reçu des transferts d'argent pour combler le manque à gagner et faire face aux chocs.

Le Purs aide les ménages à résister. Le Plan d'urgence pour la région des Savanes (Purs) a été lancé en début d'année 2022 pour soutenir la population face à l'insécurité grandissante dans la zone en question.

En février 2023, le bilan faisait état d'un montant de 50 milliards de francs CFA engagé. Cette somme a facilité l'accès à l'eau potable à 80 000 personnes et l'accès à une électricité fiable à 15 000 ménages. Le réseau des pistes rurales a été amélioré de 15 à 20%.

Santé

KARA VA BIENTÔT ACCUEILLIR UN CENTRE D'HÉMODIALYSE

Dans sa marche vers son ambitieux objectif de couverture santé universelle, le Togo met en œuvre de projets de construction des infrastructures modernes et adéquates. Un centre d'hémodialyse bientôt mis en place à Kara.

L'hémodialyse est une pratique médicale qui consiste à épurer le sang du patient à l'aide d'un rein artificiel. Les bienfaits de l'hémodialyse sont immenses en ce sens qu'elle permet d'éliminer les déchets de l'organisme.

En réalité, le sang chargé de déchets passe dans un appareil, les déchets y sont alors éliminés. Le sang du patient est suffisamment nettoyé dans le corps et peut à nouveau se charger de déchets et aller les éliminer dans l'appareil. Et ainsi de suite.

Construction d'une infrastructure dédiée à Kara

Un centre d'hémodialyse est sur le point d'être érigé à Kara au centre



hospitalier universitaire (CHU). Le partenaire Ecobank va injecter 300 millions de francs CFA (500 000 dollars) pour la réalisation de l'ouvrage dans cette partie septentrionale du pays. Le nouveau centre s'ajoute

donc à celui existant à Lomé au centre hospitalier universitaire Sylvanus Olympio, hôpital public de référence au Togo. L'initiative tient du fait que la capacité d'accueil du CHU SO est limitée, avec une liste

d'attente qui s'élève à plus de 500 patients.

Les besoins sanitaires sont pressants au nord. L'unité de dialyse au CHU Kara comblera beaucoup de vides. Une partie des fonds sera

par ailleurs utilisée pour l'achat des équipements médicaux, la formation des professionnels de santé et d'autres besoins pour un fonctionnement efficace de la nouvelle installation. Le centre permettra aux patients souffrant d'insuffisance rénale de bénéficier d'un traitement qui pourra leur sauver la vie.

En plus on retrouve de plus en plus d'installations sanitaires à Kara. Un centre de maladies infectieuses est construit sur le site de l'antenne locale de l'Institut national d'hygiène (INH). Il a une triple vocation : la prise en charge ainsi que la surveillance des maladies infectieuses comme le centre hospitalier régional (CHR) Lomé-Commune, la formation et la recherche. Encore à Kara, un centre de spécialités médicales (CSM) est installé au sein du centre hospitalier universitaire de la ville pour favoriser l'amélioration des compétences du CHU et traiter au mieux les patients.

Santé

AU TOGO, LE RECRUTEMENT DU PERSONNEL SOIGNANT S'INTENSIFIE

L'amélioration du système sanitaire au Togo marquée par l'offre des soins de santé qualitatifs et à très bon prix aux populations dans chaque région du territoire, s'accompagne du recrutement massif du personnel soignant qualifié. Il est donc important d'avoir des professionnels dont l'expérience est éprouvée pour bien s'occuper des patients. Ainsi de milliers de médecins ont été recrutés au cours de la dernière décennie et continuent d'être recrutés.

Outre ceux qui ont déjà été organisés les années antérieures, un nouveau concours de recrutement a été lancé à la fin du mois de mars 2023 pour renforcer le personnel soignant. Il est ouvert aux hommes et femmes âgés de 18 ans au moins et de 40 ans au plus. Pour les volontaires ou contractuels des administrations ayant des expériences antérieures validables pour la retraite, la limite d'âge est fixée à 45 ans au plus.

Ce sont exactement plus de 1 600 citoyens spécialisés qui vont faire leur entrée dans la fonction publique. Par cet énième recrutement, il est attendu que la santé, l'hygiène publique et l'accès universel aux soins soient davantage renforcés.

Les précisions faites sont que parmi les postes à pourvoir, il y en a 170 pour le personnel

médical, 1 099 pour le personnel paramédical et 359 pour le personnel administratif et d'appui. Le concours s'ajoute ainsi à ceux lancés en 2021 pour le compte de l'École nationale des auxiliaires médicaux (Enam), l'École nationale des sages-femmes (ENSF) et l'École nationale des aides sanitaires (Enas) qui a permis de recruter 700 agents. Plusieurs centaines d'hommes et femmes pour la région des Savanes

Outre le recrutement susmentionné, un concours direct régional du personnel paramédical est lancé en faveur des communes de la région des Savanes. A la fin, 279 postes vont être occupés pour mieux gérer les unités de soins périphériques de type I et II.

Ces concours qui se succèdent représentent surtout des opportunités d'insertion socioprofessionnelle pour les jeunes à la recherche d'un emploi stable et décent. Les admis arrivent à dire adieu à la pauvreté. Ils parviennent dès lors à subvenir convenablement à leurs besoins et ceux de leurs proches.

5 000 agents de santé recrutés de 2008 à 2018

Le gouvernement renseigne que sur cette période, 5 147 agents pour le compte du



ministère de la Santé et de l'Hygiène publique en tout ont été embauchés. Ceci par le biais des concours généraux et sectoriels organisés en 2008, 2009, 2013, 2016 et 2018.

Pour 2023, les dépenses pour une meilleure couverture santé universelle sont projetées à 21 milliards de francs CFA.

FEST'IMMO 6 PREND FIN SUR UNE NOTE DE SATISFACTION



Le Salon International de l'Immobilier et de l'Habitat de Lomé, (FEST'IMMO) reprend ses droits ce vendredi 12 mai 2023 dans la capitale togolaise. Mis en veilleuse depuis trois (03) ans à

cause de la maladie à covid-19, le Salon International de l'Immobilier et de l'Habitat fait son come-back depuis ce vendredi. La sixième édition a lieu les 12, 13 et 14 mai 2023. Une cérémonie solennelle a marqué

l'ouverture officielle de cette sixième édition sur le site du Centre Togolais des Expositions et Foires Togo 2000. Pendant trois (03) jours, les acteurs immobiliers, du BTP ainsi que des visiteurs vont mener des activités nourries de réflexions sur les enjeux liés au secteur immobilier.

Au menu, des rencontres B to B, des ateliers, des séances, partages d'expérience avec des acteurs immobiliers qualifiés et des professionnels de renom dans ce secteur.

Pour cette sixième édition, l'événement mise sur le renforcement de capacités des acteurs dans le but de contribuer à l'essor économique du Togo. Il sera question pour les professionnels de l'immobilier, de poser les jalons d'une synergie des acteurs, a indiqué Romuald AKITANI, Directeur exécutif du FEST'IMMO.

Procédant au lancement officiel, le Ministre en charge de l'habitat, M. Koffi TSOLENYANOU, a salué le comité d'organisation pour la tenue de cette édition, en dépit de la conjoncture économique.

L'enjeu pour le Gouvernement est de faire de l'industrie immobilière, un moteur de croissance économique. L'Etat togolais entend construire 20.000 logements décentes aux couches les plus vulnérables du Togo. Le but est de réduire le coût de la caution pour les populations et de leur offrir un cadre de vie adéquat. Le Ministre TSOLENYANOU a invité les promoteurs immobiliers à soutenir le Gouvernement dans cette politique.

Al'instar des autres années, plusieurs lots sont mis en jeu dans le cadre du tombola organisé en marge de cet événement.

Cinquante (50) exposants ainsi que des milliers de visiteurs sont attendus.

10 124 visiteurs ont été enregistrés au cours des dernières éditions.

FEST'IMMO est un salon spécialisé qui offre des opportunités uniques, de réseautage, des conseils et expertises en matière de l'immobilier. Il permet aux acteurs de se faire connaître et de présenter leurs produits.

Togoreveil

L'ASSOCIATION "LES AMIS DU DR CHARLES ABALO" (ACA) POSE DES GESTES DE CŒUR À GBATOPÉ



Sur les traces du Dr Charles Abalo, l'association ACA continue d'entreprendre des actions humanitaires sur le terrain.

Après les régions de la Kara, Centrale et des Plateaux, l'association, les Amis du Dr Charles Abalo (ACA) avec à sa tête Dr Georges Oulégho Kéyéwa, ancien ministre de la Communication et de la culture était le 6 mai dernier à Gbatopé, dans la commune de Zio 1, où deux activités ont réalisées au CMS et à l'EPP Gbatopé.

Au CMS les membres de l'ACA ont procédé à la remise d'un lot de matériel composé de tensiomètres, de stéthoscopes, de glucomètres et de blouses médicales. En remettant ce matériel médical, le Président de l'association a rappelé l'un des objectifs de l'association qui est celui de pérenniser l'esprit humaniste du Dr Charles Abalo qui, de son vivant, ne ménageait aucun effort pour soutenir les structures sanitaires de base de notre pays, alors qu'il était encore étudiant en France.

La responsable du CMS a dans son intervention remercie les donateurs pour ce geste qui permettra de sauver un nombre

inimaginable de vie dans la localité et ses environs.

Après le CMS, les responsables de l'ACA se sont rendus à l'école primaire publique de Gbatopé où ils ont remis des prix d'excellence aux meilleurs élèves. Au total, quelques cent vingt et un (121) élèves, les plus méritants des deux groupes de l'école, ont reçu des kits composés de cahiers de 200 pages et de stylos.

Pour le président de l'ACA, Dr Georges Oulégho Kéyéwa, « l'excellence est un art qu'on ne peut atteindre que par l'exercice constant. » Il a exhorté ces apprenants à ne pas perdre de vue les valeurs de l'éducation que sont l'assiduité, la bonne conduite et le travail bien fait.

Les autorités administratives et locales notamment des notables, cadres et responsables politiques et pédagogiques, dont la Directrice régionale de l'éducation de la Maritime, Mme Gbégbé Adjoa Nono ont pris part à la cérémonie.

Elysé J.



Vente de produits maraîchers à Lomé

LE GRAND MARCHÉ DE BÈ KLIKAME, UN CADRE PROPICE, ATTEND TOUJOURS D'ACCUEILLIR CELLES QUI CONTINUENT D'OPÉRER SUR L'ANCIEN SITE D'ATTIKPODJI ET DE L'ABATTOIR



Le nouveau marché de produits maraîchers de Bè Klikame, officiellement ouvert il y a quelques mois s'anime et bât son plein tous les jours. Fruit de la délocalisation des grossistes des marchés d'Attikpodji et d'Abattoir à raison de l'encombrement et de l'occupation anarchique de la nationale n°2 (Lomé-Aného) au niveau du grand marché, le nouveau marché situé juste derrière la clôture de l'Université de Lomé à côté des rails et non loin du rond point Lomégan et du quartier Adewi, occupe ainsi une position stratégique et attrayant qui offre des atouts et opportunités pour de bonnes affaires. Malheureusement cet important privilège semblent être méconnu de certains qui rechignent à rejoindre le nouveau joyau. En plus de cette position, le fonctionnement du marché est pris en charge par une équipe dynamique, bien organisée et bien structurée. Votre journal togoreveil est allé à la rencontre du bureau de l'Union des Commerçants Leaders du grand Marché de Bè Klikame (UNI.CO.LE.MA.K.) qui assure la liaison entre les marchands du grand marché de Bè Klikame et la direction de l'établissement public autonome pour l'exploitation des marchés (EPAM). Ce bureau avec à sa tête Mme ADJIWANOU Ablavi, accompagnée de la Secrétaire Générale Mme KOSSI Pierrette est revenue sur le fonctionnement du marché avant de lancer un appel pressant aux camarades qui hésitent encore à quitter les marchés d'Attikpodji et d'Abattoir à rejoindre le nouveau marché afin d'œuvrer ensemble pour l'avancée du nouveau marché.

Le surnombre des commerçantes, l'occupation anarchique de la nationale n°2 et la nature périssable rapide des produits maraîchers, notamment la tomate ont amené l'EPAM à opérer cette délocalisation afin de permettre aux femmes revendeuses de tomates, d'oignons, de gombo, d'aïle, de piments et autres denrées d'exercer leurs activités dans des conditions optimales de gain, d'hygiène et de sécurité. Le délai moratoire de 6 mois qui leur est accordé suite aux doléances

qu'elles ont posé est arrivé à terme. Pour ne pas subir la rigueur de la loi et être exposés à des conséquences fâcheuses Celles qui continuent l'aventure sur l'ancien site doivent libérer les lieux.

Leurs camarades du nouveau marché s'en préoccupent et leur font appel.

«Quand je les entends le premier argument c'est l'espace qui est insuffisant. Mais il faut, en fait, qu'ils fassent le pas. Je sais que cette dame que nous avons à la tête de l'EPAM, est une dame que j'ai pris un petit temps à voir et à aimer parce qu'au-delà de tout, c'est une dame pragmatique. Je voudrais dire à mes sœurs et à mes frères que le gouvernement n'est pas sourd», a laissé entendre Pierrette KOSSI, Secrétaire Générale du Grand marché Bè Klikame avant d'exprimer le désir ardent du bureau de voir leurs camarades qui hésitent encore à vite venir s'installer.

«Par rapport au bureau le comité existe actuellement dans ce marché et c'est à bras ouvert et à cœur ouvert que nous allons les accueillir», a-t-elle ajouté.

Contrairement à ce que pensent celles qui ne croient pas au projet du nouveau marché, celui-ci plus spacieux offre plutôt un confort et des commodités à n'en point douté. Les marchands du nouveau site décrivent l'expérience.

«Le premier avantage c'est que ce marché se trouve pratiquement en plein cœur de la ville de Lomé. Non seulement ça, mais aussi nous avons des infrastructures. Nous avons des hangars qui ont été construits pour protéger les bonnes dames des intempéries. Le marché est assez aéré, il y a du bon vent. C'est le second avantage. Ensuite, le troisième, au départ il n'y avait pas de paye sur les emplacements. Toutes celles qui venaient avaient la possibilité de s'installer sans payer un quelconque ticket à l'EPAM. Mais à partir du moment où le besoin s'est fait sentir et qu'il fallait payer, l'EPAM à travers sa directrice a décidé que ce soit fait deux jours par semaine notamment le lundi et le vendredi. C'est spécialement pour leur alléger ces peines et la souffrance de ces femmes qui venaient les débuts peut être vu

la mévente et les difficultés qu'il y avait sur le marché.», a expliqué la Secrétaire Générale.

L'entente entre les commerçantes et l'EPAM est parfaite et la collaboration est au beau fixe.

«Les avantages c'est aussi la facilité que nous avons actuellement à pouvoir discuter avec l'EPAM. L'EPAM est toujours à l'écoute des besoins que nous avons sur le marché. Quand il s'agit au fait de demander que les rues soient électrifiées. Nous avons transmis les besoins et la directrice s'est sentie dans le besoin de nous rendre cette tâche facile. En plus il n'y a pas eu de complication quand il s'agissait de créer une station de taxis pour aider les femmes qui viennent acheter et repartir. Très rapidement les moyens ont été mis en place et le projet est en cours de réalisation. Nous avons aussi des toilettes modernes avec des douches. Il y a donc des facilités, des commodités dans ce marché. Nous avons l'eau, Nous avons gratuitement de l'électricité. Le soir tout est clair. Ça déjà c'est beaucoup d'avantages et de pensées du gouvernement envers les femmes commerçantes de ce marché», renchérit Mme KOSSI Pierrette.

Au nom des commerçantes, elle invite celles qui hésitent encore à vite les rejoindre sur le nouveau site et surtout et à faire confiance à la Directrice de l'EPAM et au gouvernement.

«D'une façon générale, je dirai que je l'ai compris. Mais d'un autre côté, je dirai que la première sensation que mes frères et mes sœurs ont eu en voulant s'installer à l'Abattoir, c'est cette même sensation qu'ils ont aujourd'hui. Mais ça ne les avait pas empêchés de pouvoir tenter l'aventure. Aujourd'hui il y a certaines femmes qui ont décidées de pouvoir le faire et elles ont tenues jusqu'aujourd'hui. Si elles ont pu le faire c'est parce qu'elles ont de l'espoir que ça ira quel que soit le temps que ça prendra. Je voudrais leur dire qu'il ne faudrait pas qu'ils aient peur. A partir du moment où moi je vous dis que l'EPAM a été à l'écoute de chaque besoin que nous avons sur le marché, je voudrais



d'abord les rassurer qu'il n'y aura pas de besoin qui se fera sentir que l'EPAM ne pourra pas satisfaire», a-t-elle dit.

Et de poursuivre, «La première démarche voudrais qu'ils viennent d'abord s'installer et qu'on sente effectivement qu'il y a un besoin d'espace. Je voudrais leur dire de faire le pas, qu'ils viennent et qu'ensemble qu'on puisse faire avancer ce marché. Parce que c'est un marché prometteur, c'est un marché qui a de l'avenir, c'est un marché à qui beaucoup de projets s'ouvriront », a-t-elle également souligné.

S'il faut encore les rassurer le problème d'ordre sécuritaire ne se pose non plus au grand marché de Bè Klikame. En plus d'un poste de police, il existe des vigiles embauchés par l'EPAM.

«Depuis le 15 octobre 2022 jusqu'aujourd'hui je ne pourrais vous dire qu'il y a eu une seule fois un souci de sécurité dans ce marché», précisent les membres de l'UNI.CO.LE.MAK.

Pour l'heure le grand marché de Klikame compte 7 hangars et 3 destinés aux revendeurs d'oignons ainsi que d'autres en cours de réalisation.

Ainsi, la construction d'un lieu plus

spacieux comme le marché de Bè Klikamé par l'EPAM (opérationnel depuis le 15 octobre 2022) répond dès lors aux préoccupations d'ordre logistique, infrastructurel et environnemental que posait le site d'Atikpodji.

De ce fait, contrairement à ce que certains groupes d'intérêt hostiles au démantèlement veulent faire croire, le désengorgement d'Atikpodji ne vise nullement l'autonomisation des femmes. Au contraire, celle-ci tient à cœur au gouvernement qui en a fait une priorité dans sa feuille de route 2020-2025. Ceci, est bien sûr, en adéquation avec la vision des plus hautes autorités du pays de promouvoir de quelque manière que ce soit la condition des femmes dans le pays. Les premières responsables de UNI.CO.LE.MAK tiennent à remercier le gouvernement au premier rang duquel le chef de l'État et le premier ministre pour la réussite dudit projet. Parties sur la base "Nouveau marché : Paix - Amou - Progrès" comme slogan, les commerçantes du nouveau marché de Bè Klikame sont déterminées à œuvrer dans l'union pour le développement de leur marché.

Komla Y.

Plus de Mégas sur tes Forfaits Net!

Nouveau

***909*2#**



Forfaits Semaines

Prix

Volume

Validité

1 000F

1 Go

0,98F/Mb

7 jours

1 500F

1,6 Go

0,92F/Mb

7 jours

Consultation au*909*0#

togocom.tg   

Avancer. Pour vous. Pour tous.



Togocom